





Discours du Recteur de l'Université Antonine



Père Antoine RAJEH (2)

À l'occasion
du 11^{ème} Anniversaire
de l'Université

La politique à l'Université Risques, Opportunités et Défis

15 mai 2007
Fête de Notre Dame de la Semence



Avant propos

Introduction

- 1- Les jeunes dans la politique, quel rôle?
 - a. Les jeunes dans les comptes des patries
 - b. Les jeunes dans les comptes des partis

- 2- Quels sont, dans les partis, les services chargés des affaires des jeunes ?
 - a. Que trouvent les jeunes dans l'engagement au parti politique ?
 - b. L'université est-elle face à un risque ?

- 3- L'université face aux choix difficiles
 - a. La politique de la mise en quarantaine de la politique
 - b. La politique de tolérance passive
 - c. L'orientation exclusive

- 4- La politique, formation et préparation pour le pays futur
 - a. La connaissance, introduction à l'action publique
 - b. L'administration et la neutralité positive
 - c. La priorité de l'action publique par rapport à l'alignement politique

- 5- La charte de l'action politique universitaire
 - a. De l'éthique de l'action politique en général
 - b. L'éthique des discussions politiques
 - c. Les buts de l'action politique universitaire
 - d. Le règlement des conflits
 - e. Certaines particularités libanaises

Conclusion



AVANT-PROPOS

Nous nous sommes tenus l'année dernière aux pieds de Notre Dame des semences et nous voilà cette année rassemblés au même endroit pour célébrer l'occasion de la onzième année de la naissance officielle de notre Université Antonine. Entre ces deux occasions, plus d'une révolution autour du soleil, et d'une année supplémentaire sur l'almanach.

Entre les deux fêtes, plus d'un pas vers le « pas encore » de l'existence, et plus d'un glissement au fond de ce qui « n'est plus ».

Entre les deux fêtes, un voyage libanais tumultueux, dont certains jours se sont éparpillés en trêves anxieuses oscillant entre l'attente et l'explosion... Certains autres se sont consumés par le feu de la guerre. Alors que le reste s'est figé dans notre histoire en pages écrites à l'encre de l'épreuve et ointe de l'huile bénite du vivre ensemble.

Notre Dame des Semences regarderait peut-être nos récoltes qui contiennent à la fois le blé et l'ivraie, les raisins et les cendres, et transformerait les peines de notre pays, en ce feu sacré qui, seul, constitue le chemin entre la promesse du blé et l'acquiescement du pain, entre les raisins terrestres et le vin sacré.

C'était l'année des temps impétueux... Alors viendrait-il celui qui, s'il dit « Ne craignez rien », effraiera la peur et marche sur les vagues de nos jours, calmant ainsi tous les habitants de la patrie?

Une année agitée, c'est vrai! Mais pourtant, elle fut pour notre université, une année de défi et d'accomplissements :

En effet, c'est la première des quinze années que couvre de notre plan stratégique. Cette première année vit le démarrage de l'enseignement dans nos nouvelles facultés, l'édification de nouveaux bâtiments, et le lancement

de nouvelles branches. La nouveauté est effectivement le grand titre de notre course joint à la confiance de notre société, et à notre réputation à laquelle seule l'ambition équivaut.

Le nouveau que nous offrons n'est pas simplement une augmentation de l'effectif de nos étudiants, mais une recherche continue de la meilleure qualité, une caractéristique qui s'est imposée cette année à travers l'enracinement du travail institutionnel traduit par le renforcement des conseils administratifs, par un investissement plus large dans la production de la connaissance concrétisé par l'augmentation du nombre des publications de l'université, et la consolidation de la coopération avec les universités libanaises et internationales au sein des différentes coalitions et ligues.

Si notre université accomplit des progrès au niveau de tous les indices susdits, y aurait-il encore besoin de justifier notre fierté de cet établissement et notre conviction qu'il est promis à un futur resplendissant ? Et que, bien qu'encore jeune, il n'est pas en retard par rapport aux institutions qui l'ont précédé?

INTRODUCTION

Dans un temps où l'on parle à l'échelle internationale du déclin de la politique et de la rétraction de la sphère de ses intérêts pour de larges catégories de citoyens, le Liban s'évertue à demeurer sur la planète des exceptions et des paradoxes et témoigne d'une hypertrophie du politique à laquelle n'équivaut que les griefs collectifs relatifs aux déceptions politiques.

L'expansion du politique aussi bien dans la conscience collective libanaise qu'au niveau des préoccupations des individus au détriment d'autres intérêts, est une caractéristique aussi vieille que la « libanité » même. Le Libanais pourrait se soustraire à de nombreuses questions primordiales relatives aux problèmes de l'environnement, aux dangers sanitaires, aux découvertes scientifiques... Mais vous le trouverez en revanche positionné en politique, rapidement impliqué dans les irritations qu'elle soulève, s'investissant largement dans ses espoirs et promesses, et profondément désenchanté par ses gâchis...

Le politique s'hypertrophie aux dépens de questions qui n'en sont pas moins importantes... Et ce qui s'y amplifie n'est autre que la dimension de mobilisation et d'alignement. Tout ceci au prix d'un rétrécissement d'autres dimensions dont l'épanouissement est d'une nécessité vitale, à savoir la politique comme champ de connaissance et comme action à finalité développementale.

L'année dernière, nous avons souligné le rôle de l'université dans la rationalisation du débat public, après avoir mis en évidence, à travers notre séminaire politique ouvert, la fausseté du discours prétendant que le Liban franchit une période de transition vers le renouveau. En effet, les

interrogations que le Liban, suppose nouveau, se posait n'étaient autres que celles qui le hantaient depuis le début du siècle dernier.

Nous avons alors suggéré qu'il appartient à l'université de régler le débat public pour vibrer au diapason de la raison et éviter son enlisement dans les slogans creux, et les cercles vicieux. Nous avons même dit que l'université doit se donner pour mission la contamination de « agora » nationale du rationnel au lieu que celle-ci ne lui refile son chaos et sa confusion. Il ne s'agissait nullement d'une prédiction puisque les symptômes de la crise de l'université face à la politisation s'exprimaient en toute clarté. Nous avons considéré que l'espace universitaire serait à même de produire une pensée réformatrice. Et, au lieu de la mise en quarantaine du souci politique pour le motif de la productivité académique, nous avons cheminé dans le sens de son adoption.

L'université Antonine, dispensée jusqu'alors du souci de la politique, a-t-elle envié ses collègues et insisté à prendre part à cette souffrance ? Ne s'est-elle pas reproché d'avoir proclamé que l'université n'est point couveuse de cerveaux ni ne plane dans l'éther de la non appartenance mais est enracinée dans sa patrie ?

Non. C'est un vertige nécessaire qui affecte les habitants de l'université sitôt qu'ils s'exposent à l'air de la société et de la politique. Le problème réside dans le fait que ce vertige, supposé être temporaire, a perduré ; et au lieu qu'il ne se contracte après acclimatation, le voilà qui s'aggrave ! Nous entendons par aggravation une déliquescence du discours politique universitaire. Davantage encore, une tendance à l'usage de la force, voire de la violence, un embarras sur le plan administratif, ainsi que d'autres facteurs qu'on ne saurait juger de signes avant-coureurs des soucis politiques. Loin de là, il s'agit d'une dégradation du travail universitaire, dégradation dont est impérieusement requis de chercher les raisons, c'est-à-dire repérer les points faibles dans le système immunitaire de l'université.

L'université et le politique... La coexistence est-elle impossible ?

L'université peut-elle être politisée et demeurer en même temps une université , sans pour autant que des partis politiques qui y jouissent d'une

majorité ne l'instrumentalisent à leurs fins, et sans qu'elle ne soit également sujette, du dedans et du dehors, à des accusations de partialité ?

L'université peut-elle préserver la primauté de la connaissance et de la raison dès lors qu'elle ouvre sa porte aux fluctuations politiques ?

Est-il permis à la politique de s'insinuer à l'université par le biais du discours et des comportements adoptés ailleurs, comme si le public universitaire ne se distinguait d'autres publics que par l'endroit où il est piégé ?

Toutes ces questions et d'autres encore, qui troublent notre conscience professionnelle à la veille de chaque élection estudiantine et au lendemain de chaque conflit estudiantin, et inquiètent tout responsable universitaire qui cherche à concilier le rôle réformateur de l'université d'une part, et ses devoirs académiques d'autre, feront l'objet de notre présente réflexion à la lumière de l'expérience de notre Université Antonine et les expériences d'autres universités. Nous espérons que cette réflexion collective nous mènera à l'élaboration d'un cadre approprié pour la régulation de l'activité politique à l'université, et d'une charte qui définit l'éthique de l'agir politique.

1- Les jeunes dans la politique. Quel rôle?

a. Qui sont les jeunes dans les comptes des patries ?

Ils sont le pouvoir de changement, et la résistance des sociétés contre la pétrification... C'est un contre-pouvoir qui empêche les superstructures sociales de s'éterniser, et les gouverneurs de demeurer quiescents quant à la perpétuité de leurs trônes... Ils sont le pouvoir créatif capable de briser l'habitude, de faire éclater les barrières des conventions, de froisser les tics et les coutumes, de déconditionner le conditionné. Ils sont le facteur qualitatif qui hisse l'énergie humaine à des stades supérieurs de productivité et de qualité.

Mais, leur assomption des responsabilités qui leur incombent dépend de la garantie de certains besoins que les Nations Unies ont définis comme suit :

- Les opportunités de travail et d'éducation
- Infiltration dans la société civile
- La réduction de la disparité entre les deux sexes
- La protection contre les dangers (maladies sexuellement transmissibles, délinquance...)

On y a ajouté récemment d'autres préoccupations imposées par l'évolution:

- L'adaptation aux exigences de la mondialisation
- La facilitation de l'utilisation des technologies de communication
- Le développement des relations entre les générations

Qu'en est-il du Liban face à tout ceci ?

L'indifférence de l'Etat aux besoins des jeunes, l'éclipse de l'action civile au profit du clientélisme, du confessionnalisme et du sectarisme, tous ces facteurs font du parti l'environnement attrayant que rien ne rivalise en attrait, sauf le recours à la passivité et à la consommation.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que l'existence des partis politiques et la concurrence entre eux sont l'une des assises majeures de la démocratie ; mais l'étroite liaison de la majorité des partis au Liban avec les structures confessionnelles et familiales, leur abdication aux projets de développement et de réforme en faveur du jeu du pouvoir rendent leur mainmise sur l'affaire publique un indice dangereux.

b- Les jeunes dans les comptes des partis

Il est évident de dire que l'université est un endroit privilégié pour les partis vu l'importance qu'ils accordent aux jeunes. Mais qu'est-ce qui rend le facteur de jeunesse précieux ?

Les jeunes représentent en premier lieu la plus large catégorie dans la pyramide démographique libanaise, vu le taux élevé des natalités dans notre société. De plus, ne redoutant pas d'exhiber leurs points de vue politiques, ni de se hasarder dans des discussions, si violentes fussent-elles, pour les défendre, les jeunes constituent un facteur de mobilisation. La faiblesse de l'autocontrôle et du sens de mesure chez eux, les rend des supports médiatiques efficaces. De là, ils sont le nerf des activités populaires, qu'il s'agisse de manifestations, de sit-in, de collecte d'argent ou d'autres.

Les jeunes sont une masse aisément organisable en état d'alerte et de disponibilité permanentes. Leur concentration dans l'espace et les réseaux de communication établis avec eux permettent de les garder constamment mobilisés.

Les activités des jeunes sont un indice primordial du succès du parti, de sa pérennité et de ses chances futures; de là, les festivités des serments, les élections estudiantines, et d'autres activités de jeunes, occupent une place importante dans les investissements publicitaires des partis. Autant dire qu'un parti capable de gagner la confiance des jeunes est un parti qui peut miser sur l'avenir.

Mais en revanche, quelle est la part des jeunes des butins des partis ?

L'âge de vote qui dédaigne chuter à 18 ans est significatif. D'une autre part, les jeunes sont souvent exclus des positions de prise de décision dans les partis. Effectivement, à part le responsable du département des étudiants, l'administration des partis est limitée à des responsables d'âge avancé, jugés assagis et plus expérimentés. (Tout en sachant que le parti bénéficie de la spontanéité des jeunes, de leur effervescence, et de leur impulsivité, mais les sous-estime quand il s'agit de choisir les cadres).

2- Quels sont, dans les partis, les services chargés des affaires des jeunes ?

Les hiérarchies et les nominations diffèrent d'un parti à un autre, mais les rôles demeurent similaires :

- Le département des étudiants est généralement chargé de créer des cellules au sein des universités et des écoles, de poursuivre leurs affaires, d'assurer la coordination entre elles et la communication entre l'administration centrale du parti et les étudiants universitaires. En plus de la mobilisation des étudiants à l'occasion de toute activité, et de leur incarnation des orientations politiques du parti à travers la nature des alliances pour les élections estudiantines.
- Les services de formation culturelle mettent en place des dispositifs de diffusion de la culture et des principes fondateurs du parti. Ils contribuent par là à l'encadrement des idées des partisans dans un système conceptuel. Ces services s'adressent aux jeunes en particulier vu leur engagement dans la propagande. Et en raison de leur âge tendre, les jeunes sont un investissement rentable au parti qui peut en tirer profit pour de longues périodes.

a- Que trouvent les jeunes dans leur engagement dans les partis politiques ?

Qu'est-ce qui attire les jeunes universitaires vers la politique alors que

leur intérêt pour d'autres secteurs de la vie publique recule d'une façon remarquable ?

En l'absence d'une politique générale qui vise l'organisation du temps libre des jeunes, la diminution de l'intérêt pour le sport, et le peu d'attrait qu'exercent sur les jeunes les associations civiles ; les partis deviennent un cadre séduisant pour les jeunes leur assurant une assise théorique de leurs sensibilités politiques.

De plus, ces partis reconnaissent les aptitudes des jeunes dans différents secteurs tels l'organisation, le leadership, et la persuasion tandis que les systèmes pédagogiques ne les reconnaissent que rarement.

De même, ce mode d'appartenance contribue à établir un vaste réseau solidaire d'amis camarades.

D'autre part, et dans le cadre des ruptures psychologiques avec l'enfance accompagnant le transfert à l'université, l'engagement politique concourt à la matérialisation de l'affranchissement de la sujétion scolaire à l'autorité pédagogique. Par conséquent, l'équation maître et disciple que les jeunes essaient de briser, se convertit en une équation de pouvoir (l'administration) et de contrepouvoir (le comité étudiantin).

L'engagement politique à cet âge constituerait également un domaine où les jeunes peuvent exprimer un certain taux d'agressivité sous-jacent d'une manière contrôlée et canalisée.

De surcroît, les principes du parti assurent parfois une référence éthico-comportementale à certains jeunes, référence qu'ils ne trouvent ni dans leurs familles et ni dans leur cadre professionnel.

Comme nous le savons et le savent les jeunes, l'engagement politique est un passage sûr vers l'embauche et le soutien professionnel dans un pays où la compétence doit s'appuyer sur les pistons.

Au demeurant, l'appartenance à un parti, si elle ne s'offre pas comme un écart de jeunesse ou une accommodation de l'air du temps, sera une quête d'un moyen par lequel le jeune mettrait ses ambitions au service de l'amélioration des conditions de vie de son entourage tout en se sentant utile et efficace.

b- L'université court-elle un danger ?

Peut-être que parler de la politique à l'université est-il la conséquence d'une crise dont les universités sont témoins depuis ces dernières années ; mais il n'empêche que ce serait une occasion propice pour définir une certaine orientation générale qui dépasse la politique des réactions. Quels seraient alors les périls que la politique fait encourir aux universités et comment compromettrait-elle les comportements des étudiants ?

Premièrement : Tensions dans les relations inter-étudiants résultant soit de l'aggravation de la situation entre leurs différentes autorités et d'une mauvaise gestion de la diversité politique au sein de l'université, soit de l'absence d'une éthique de l'action politique et de la persistance de la mentalité et de la conduite miliciennes chez certains partis.

Deuxièmement : Tensions entre les étudiants et l'administration à cause de leur mauvaise intelligence des limites de leur sphère de compétences, de leur accusation de l'administration de parti pris et leur insistance à ce que la politique l'emporte au mépris de leur acquisition universitaire.

Troisièmement : Répercussions de toutes ces tensions sur la performance universitaire.

Or les impacts s'inscrivent dans la durée et ne se bornent pas uniquement sur les courts termes, d'où la nécessité de se demander si l'université voudrait être le fournisseur des éléments perturbateurs aux partis ou, au contraire, le cadre où la politique est sommée d'adhérer, non pas aux slogans démagogiques, mais au discours rationnel.

Dans ces conditions, le risque est non seulement organisationnel mais aussi existentiel... Quels sont donc les choix possibles ?

3 - L'université face aux choix difficiles

a. La politique de la mise en quarantaine de la politique

Certaines études révèlent l'existence d'une relation inverse entre l'engagement de l'université dans les affaires de la société et son niveau académique. Ce qui semble dire que l'expression « Là où pénètre la politique, elle a pour vocation de tout pourrir » n'exclut pas les universités. Donc, pour éviter les frictions à la fois stériles et dangereuses qui pourraient découler de la politisation de l'espace universitaire, certains parmi nous ont recours à l'interdiction des cellules et à la prohibition de toute activité politique au sein du campus universitaire.

Les principales justifications de ce choix sont :

Maintenir une ambiance académique paisible et sérieuse autorisant la réalisation du plus haut niveau possible de productivité. Éviter toutes les formes de tensions et de violence que la moindre crise politique injecte dans l'université. Economiser les potentialités qu'on investirait dans la gestion des affaires nationales à l'université.

Soulignons que la prohibition de la politique pourrait être conforme à la demande d'une grande partie des parents des étudiants de garder l'université à l'abri des polémiques.

Quels sont les résultats de cette politique ?

Il n'y pas de doute que le fait de garder la politique hors de l'université est le moyen le plus efficace et le moins coûteux pour assurer les buts susmentionnés. Et nous serons tous peut-être obligés de l'adopter au moment des tensions ou des urgences politiques ô combien nombreuses au Liban. Cependant ces mesures signifient à long terme que l'université faille à sa mission de la rationalisation du débat public, contribue involontairement à la prolongation de l'arriération politique dont souffre le pays, et renonce à l'habilitation des étudiants à la vie publique.

b. La politique du dos tourné

Certaines administrations laissent une marge de liberté aux activités politiques sans pour autant les encourager manifestement. Parmi les intérêts d'une telle stratégie (qui serait peut-être en réalité une absence de stratégie), le fait que l'université ne sera pas tenue responsable des disputes déclenchées à cause de la politique, et gardera le droit exclusif de la gestion des conflits en vertu des règlements sans prendre en compte la spécificité du politique.

Parmi les résultats de cette politique, celui de rendre le milieu universitaire, sous l'effet des circonstances politiques, sujet à des secousses inattendues pour lesquelles l'université n'aurait pas prévu de mesures de résorption. Plus encore: la contribution indirecte de l'université à l'enracinement du chaos qui règne sur les tribunes, au renforcement de l'ambiguïté axiologique rendant tous les discours équivalents et transformant tous les orateurs en leaders politiques, et dans la promotion d'une génération de jeunes dont la seule culture politique et citoyenne est puisée dans la singerie et les lectures superficielles.

c. L'orientation exclusive

Certaines universités réservent à l'administration la responsabilité ou le droit d'organiser des activités à caractère politique. Chose qui lui permet de sélectionner les conférenciers et les thèmes à débattre, ainsi que la date de telles activités et les personnes qui y seront invitées.

Ceci rend possible à l'université de contrôler le politique sur le plan organisationnel de sorte à éviter les situations inconvenables et les discours indécents. Reste que ces occasions politiques rares pourraient se transformer en des voies d'évacuation des identités politiques refoulées et risqueraient l'explosion de la violence.

4- La politique comme habilitation à la citoyenneté

Ce choix se fonde sur les bases suivantes :

- La reconnaissance de l'importance existentielle du souci politique chez une frange assez importante des étudiants. En ce sens, l'université ne saurait renier cette dimension fondamentale dans la personnalité des étudiants.
- La nécessité d'associer la position politique à une assise intellectuelle, en l'élevant du niveau de l'habitude et du réflexe au niveau de la réflexion et de l'analyse, l'université étant l'agent la plus apte à s'acquitter de cette tâche.
- La nécessité d'orienter les étudiants vers la possibilité d'élargir les préoccupations politiques en insérant des occupations ayant trait à leur domaine de spécialisation dans les activités politiques. Ce qui permet d'atténuer les tensions stériles et d'investir l'enthousiasme politique des jeunes dans des activités fécondes dépassant les considérations de mobilisation dont se contentent les partis.
- La nécessité d'envisager l'élargissement de la notion du politique de sorte qu'elle englobe en premier lieu celle du développement.
- L'adoption de la politique de l'assistance et de l'orientation et non pas de l'instruction. Non seulement parce que les libanais sont enclins à se considérer capables et suffisamment informés pour discuter de maints sujets politiques, mais parce que la politique représente pour les jeunes un espace affranchi de l'autorité pédagogique de l'administration, qui ne relève que de leur propre volonté. Par conséquent ils tendent à récuser toute stratégie adoptée par l'administration, perçue comme une violation de leur « souveraineté » dans le domaine politique.
- La possibilité de bénéficier de l'intérêt des étudiants à la politique pour qu'ils acquièrent certaines habiletés (dans le leadership, l'organisation, la planification, la documentation...) et convictions (relatives à l'éthique de l'action publique par exemple).

- La possibilité de concilier le pouvoir de l'administration et l'initiative des jeunes.

Nous mentionnons quelques principaux titres de cette politique :

a. La connaissance, introduction à l'action publique

A en juger à la prestation politique des étudiants, que ce soit dans les activités auxquelles participent leur parti, ou dans les discours et conférences conjoints aux campagnes électorales dans les universités, un constat s'impose : aucune différence entre leur mode de comportement et la littérature des partis en usage dans les rues et avec la foule présumée être moins cultivée et moins sourcilleuse. Ceci signifie que le public étudiant a commencé à perdre certains de ses traits caractéristiques à savoir ses qualités de public critique, révolté et difficile à leurrer.

Nous remarquons également dans les talk-shows télévisés avec les jeunes universitaires, que la majorité parmi eux est inepte, sinon au développement d'une pensée indépendante, du moins à l'élaboration de nouvelles stratégies d'analyse et de persuasion. Ce faisant, leur dialogue se limite à ressasser des stéréotypes préétablis et à reprendre des fragments des discours de leurs leaders dans un psittacisme révoltant.

Ajoutons à tout cela une absence frappante de la culture politique. Pour être plus précis : la culture politique ne signifie pas uniquement le suivi quotidien des fluctuations de notre politique politicienne, trop politicienne. Il s'agit plutôt de la connaissance du fond idéologique des positions politiques, de l'historicité de leur constitution ainsi que des concepts politiques courants.

Si on envisage l'évaluation et le redressement de la situation politique étudiante, on devrait prendre en compte tous les éléments cités ci-dessus.

S'il y a un espace à aménager qui puisse restituer à la politique sa dimension intellectuelle, ce sera sans doute l'université ! Mais comment

ceci aura-t-il lieu ?

On peut disposer d'un large éventail de procédés. Et chaque université jouit d'une marge de manoeuvre lui permettant de les adapter selon ce qui convient le mieux à son autonomie :

- Un « crédit » de culture politique, commun entre toutes les sections, encadrant les lectures élémentaires en histoire, en économie et en philosophie politique.
- Des cercles d'étude qui traitent l'histoire contemporaine du Liban, la sociologie des partis ...
- Des ateliers ou des clubs organisant le débat politique.
- Un bulletin politique dans lequel sont publiées les recherches politiques des étudiants ou celles se rattachant à n'importe quel aspect public, traitées suivant une approche académique.
- Une série de conférences posant aux hommes politiques des questions intellectuelles dépassant la polémique de l'instant.

b. L'administration et la neutralité positive

La convulsion politique à l'intérieur et à l'extérieur de l'université impose à l'administration d'obliger les professeurs et les employés de réprimer leurs sensibilités politiques. De plus, l'accusation l'administration d'un certain parti spécifique est devenue son point faible et un moyen pour l'embarrasser ou l'induire en erreur.

Le rôle de l'université dans la redéfinition du concept de neutralité serait peut-être parmi les missions les plus importantes qu'elle a à assumer. La neutralité de l'administration s'exprime en ceci qu'elle ne déroge pas aux règlements en faveur d'un parti contre l'autre, et traite tout le monde à pied d'égalité. Son impartialité toutefois ne veut pas dire qu'elle considère que toutes les idées politiques se valent. Le relativisme, en l'occurrence, dynamite les notions de vérité et de droit. Son positionnement idéologique, en dernier lieu, ne doit pas affecter sa performance académique.

Sur ce, l'université fixe, d'une façon claire et par écrit, les contours du comportement, de sorte que le règlement intérieur régirait, lui seul, les

comportements. Et, par conséquent, le tempérament ou l'appartenance de l'administration, ainsi que les interventions de l'extérieur perdront de leur pouvoir opérationnel.

c. La priorité du service public par rapport à l'alignement politique

Notre principale mission serait peut-être de restaurer au politique sa nature première comme l'occupation aux affaires publiques en vue d'améliorer les conditions de vie du groupe. Cette tâche s'avère urgente afin de pouvoir éradiquer des esprits une conception de la politique pernicieuse et erronée faisant d'elle l'art d'accéder au pouvoir, l'habileté d'adopter des principes et des slogans retentissants dans le sprint vers les sièges.

Il est très utile de brancher les étudiants à leur environnement en les incitant à repérer ses problèmes, ses lacunes et ses besoins et à avancer des propositions pour les résoudre ou les satisfaire, en coopération avec les associations civiles et les municipalités. Cette entreprise leur constituerait une sorte d'entraînement au travail dans le domaine du développement et un investissement de leurs compétences dans la création de solutions concrètes à certains problèmes, comme ceux de l'environnement, l'anarchie urbaine ou la régulation de la circulation, et se substituerait à leur faculté inouïe dans l'adoption aisée des slogans.

5- La charte de l'action politique universitaire

a- De l'éthique de l'action politique en général

- Le pouvoir est un service, un volontariat au profit de l'intérêt public. Ceci ne veut pas dire que l'ambition personnelle et l'effort visant la promotion à des postes hauts est un travers moral. Mais cette ambition doit demeurer fidèle à l'objectif initial du pouvoir pour que son détenteur du pouvoir soit immunisé contre l'abus du pouvoir.
- Le principe postulant que l'homme est une fin en soi : L'individu est la source du pouvoir, son moteur et son but. C'est pourquoi il n'est pas permis de rabaisser de sa dignité ni de le priver de ses droits sous n'importe quelle forme.
- Le principe de la responsabilité de l'avenir : Le choix d'aujourd'hui est la fatalité demain. Donc, il est nécessaire de mesurer la pertinence des choix politiques, si infimes soient-ils, à l'aune de leurs conséquences ultérieures éventuellement néfastes.
- Le principe du droit à l'erreur et des pertes tolérables. Nul n'est infaillible. Et la politique est la sphère des décisions discrétionnaires et de la dialectique de la volonté et du possible. Or ceci ne soustrait pas les décideurs à assumer la responsabilité de leurs décisions et de leurs résultats. Donc, même si le droit à l'erreur est un droit naturel, et si la pénalisation suffisait pour punir la personne fautive par le retrait du mandat qu'on lui a attribué, certaines erreurs s'avèrent irréparables par la simple pénalisation. Les pertes infligées au groupe à la suite des choix du responsable doivent être acceptables.
- Le principe de délibération: La délibération est une sorte d'immunité contre toute erreur ou illusion ; c'est une stimulation du sens de la responsabilité collective. Par conséquent, tout responsable doit s'employer à faire participer le plus grand nombre possible de concernés dans la prise des décisions.

- Le principe de réciprocité : Le critère de l'autorité juste consiste à ce que le responsable s'imagine à la place de l'opposition, se décentre pour intégrer son point de vue et éprouve la justesse de la performance du gouvernement. C'est-à-dire qu'il continue à juger son autorité juste s'il la regarde du point de vue des lésés.
- La politique est un moyen et non pas un but: Une politique réussie se mesure à son amélioration du niveau de vie commune. La propagande, la pénalisation et l'alignement doivent avoir donc lieu selon ce critère.

b- De l'éthique de la discussion politique

- Le respect des règles de l'argumentation :

Cela signifie en premier lieu, de faire appel à la raison et de se référer à la validité de l'argument dans les discussions politiques. Etant donné que le débat est une recherche collective de la vérité par des individus libres et égaux.

La discussion correcte se fonde sur la conviction que l'accès à la vérité est dans l'intérêt de tout le monde. Ainsi, elle deviendrait coopérative et non pas compétitive. Car ce n'est point un espace de déploiement des forces verbales ou des prouesses oratoires ni non plus un endroit d'exposition des techniques discursives d'intimidation des adversaires, contrairement à la discussion sophistique qui vise à réduire l'adversaire au silence et non à le convaincre.

Effectivement quand on observe les talk-shows au Liban et les sessions parlementaires, on s'aperçoit sans peine que les participants en sortent encore plus accrochés à leurs opinions.

La raison dans ce contexte se révèle un outil mis au service de la justification des décisions et convictions infra rationnelle (les sentiments, les craintes, l'habitude...) ou supra rationnelle (des postulats indiscutables, des vérités divines...). Donc, la raison n'aura plus à décider de la valeur des idées, lesquelles ne se confrontent pas pour ressortir leur pertinence et leur bien-fondé, mais pour expliciter leur efficacité dans l'utilisation à des fins

politiques. Si elles s'avèrent inaptes à justifier la position politique qu'elles servent, elles sont remplacées par d'autres, sans pour autant nécessiter une remise en question de la position elle-même.

Le débat public au Liban abonde en exemples sur des prises de position qu'on étaié par une certaine donnée qui, sitôt qu'elle s'avère inopérante, on en importe une seconde et puis une troisième, et ainsi de suite... Les arguments changent comme on change une chemise alors que la position demeure une constance. En effet, l'argument en l'occurrence est juste un outil de persuasion et non pas le fondement inébranlable du point de vue. Sinon il ne serait pas aussi aisé de révoquer le premier sans remettre en question le second.

Respecter les règles de l'argumentation signifie en second lieu que les personnes concernées par cette discussion démocratique sont libres et égales, c.à.d. que leurs postes ou leur statut n'ont pas de valeur, mais plutôt le contenu de leur discours.

La liberté consiste à ce que ces personnes soient exemptes de toute forme d'intimidation ou de sollicitation, libres du besoin et de la peur. De là, la logique de l'argumentation bannit les deux logiques des pots-de-vin et de la violence. Et dans ce contexte, rappelons que la violence symbolique pourrait être plus efficace.

Il n'y pas de doute que la condition de possibilité d'une discussion est d'apprendre le respect de la différence sans perdre la boussole : en effet, souvent le respect du droit à la différence signifie une chute dans les rets du relativisme ! D'où la nécessité de différencier entre la neutralité positive, critique et à visée, et cette complaisance identificatoire par laquelle on renonce à la prise d'une position ferme de peur de compromettre ses intérêts ou pour le motif d'un profit quelconque.

c- Les buts de l'action politique universitaire

- La réussite du comité des étudiants se mesure à son accomplissement de ses tâches universitaires et non pas celles qui se rattachent au

parti.

- En cas de divergence des opinions entre le parti et l'université, l'action du comité des étudiants reste subordonnée à la volonté de l'université.
- Le responsable est responsable de tous les étudiants, les opposants avant les sympathisants; il est donc tenu de protéger leurs droits, de les écouter et de trouver des solutions à leurs problèmes.
- L'allégeance politique du comité des étudiants ne doit le contraindre à porter atteinte à l'université. C'est un fait : le « nous » du parti forgé sous l'effet de l'adhésion et de la solidarité tend à déstabiliser le « nous » de l'université et à transformer les collègues en ennemis, partant l'université doit jouir d'une cohésion qui la blinde contre le délitement de son tissu.

d- Le règlement des conflits

Les conflits se règlent par la discussion et le recours aux règlements de l'université, qu'il s'agisse de la répartition des tâches ou des mesures correctionnelles ; notons que toutes les formes de violence concrète, verbale ou symbolique en seraient exclues.

e- Certaines particularités libanaises

L'imbrication entre le religieux et le politique incorpore dans le conflit politique libanais des éléments apolitiques à l'origine ; ces appartenances primaires et les symboles religieux qu'elles sous-tendent suscitent les émotions aussitôt qu'ils s'insinuent dans le domaine de la compétition politique. Il faut, par conséquent, mentionner dans la charte de l'action politique universitaire, la nécessité de neutraliser l'appartenance religieuse et ne pas l'impliquer dans le conflit politique. Et ce, pour les raisons suivantes :

- La relation politique est à l'origine une transcendance des appartenances primaires.

- Les tragédies que les Libanais ont subies doivent mener à un repentir national qui dissuade l'application de toute forme de ségrégation confessionnelle.
- Le respect de la pluralité religieuse et le retrait des autorités et appartenances religieuses de la sphère politique constitueraient des garanties à la probité de l'activité politique.

Toute personne travaillant dans le domaine public, doit forcément reléguer son appartenance religieuse à la sphère du privé.

CONCLUSION

Nous ne pouvons oublier la question qui nous est posée dans les premières pages de l'Évangile : « Qu'as-tu fait de ton frère ». La politique n'est-elle pas, selon le dire du Pape Benoît XI « Le champ le plus vaste de l'amour, celui de la charité politique ? »¹. Le message qui nous est confié est ce qu'a énoncé le Pape Jean-Paul II : « Qu'on ouvre de nouvelles voies de fraternité entre les peuples et pour édifier d'une famille humaine unique »². Sur cela se base notre rôle fondamental dans la réhabilitation du politique.

Les vertus morales de nos étudiants, et l'attention que nous leur réservons pour assurer une atmosphère de coopération et de confiance mutuelle, renforcée par les visions des conseils et la sagesse de leurs membres, sont suffisants pour nous guider vers le bon choix dans toutes les circonstances.

Nous vient à l'esprit au moment d'opérer les choix convenables la formule de Gandhi : « Dans le vacarme de la politique et entre le sifflement des balles, je ne désespérerai pas de confirmer que l'université est la garantie du langage de la raison et le sédatif des absurdes. Quand elle cesse de satisfaire à cette description, l'obscurantisme règnera et l'odeur pestilentielle de la mort puera ! ». Dans tous les cas, la patronne de notre université demeure notre meilleur soutien et appui, au moment même où nous recevons les inspirations de son Fils et les souffles de son Esprit.

Nous espérons que les contemplations promues dans ce discours aient versé sur les obsessions qui hantent l'université, une certaine tranquillisation difficile à avoir, et une stimulation organisée, et aient ouvert à la politique une fenêtre dans la muraille de la stérilité et de violence ouverte devant les horizons de la démocratie juste. Nous vous souhaitons une bonne santé, et souhaitons pour notre Université Antonine plus de saisons de dons et de moissons.

1 À la Féd. Univ. ital., le 18 Décembre 1927, DC 1930, col. 358.

2 Jean Paul II, Discours pour l'anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le 8 mai 1995, in la Documentation catholique, 4 juin 1998, no. 2117, p. 537.